

+9%

Hausse du budget consacré au BTP des collectivités territoriales des Alpes-de-Haute-Provence entre 2016 et 2017.

430

livraisons de logements prévues en 2017 par BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel Méditerranée.

30 M€

consacrés au dispositif de soutien à l'habitat et au logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2017.

Méditerranée

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE • ALPES-MARITIMES • BOUCHES-DU-RHÔNE • CORSE DU SUD • HAUTE-CORSE • HAUTES-ALPES • VAR • VAUCLUSE

Responsable régionale : **Christiane Wanaverbecq** - Groupe Moniteur c/o Cosens, 2A rue de Rome, 13001 Marseille

Tél. : 06.68.54.88.53 • christiane.wanaverbecq@groupe-moniteur.fr • [@cwanaverbecq](https://www.facebook.com/cwanaverbecq)

Aix-Marseille Les grands chantiers de l'université

Quelque 820 000 m² Shon, 302 bâtiments répartis sur 58 sites, huit villes et cinq grands campus. Voici en chiffres le patrimoine immobilier d'Aix-Marseille Université (AMU). Afin de le moderniser, le rénover et l'entretenir, AMU a lancé un grand nombre de chantiers. Tour d'horizon.

Inaugurés le 6 octobre 2017, la bibliothèque, le restaurant et la cité universitaires (conception : ANMA) sur le site aixois des Fenouillères sont opérationnels depuis la rentrée. Leur reconstruction-construction, d'un coût total de 43 M€, a été financée par deux contrats de plan État-région (CPER). AMU met par ailleurs en œuvre jusqu'en 2020 deux opérations campus, pour lesquelles elle a obtenu 500 M€ de l'État en 2008. La première concerne Aix-Quartier des Facultés. Après la construction d'un bâtiment provisoire sur le site de Montpellier, la rénovation des amphithéâtres de droit (3,5 M€) débutera en janvier pour une livraison à l'été 2019. Au même endroit, l'aménagement des espaces extérieurs du bâtiment Schuman (14 M€), bâtiment principal de la fac de droit, et la création du Cube (16 M€), bâtiment d'accueil de la fac de lettres et sa bibliothèque universitaire, réalisés dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) signé avec le groupe Eiffage, ont eux débuté en septembre et doivent être livrés fin 2018. Après avoir confié à l'architecte François Kern la conception de la cité universitaire Pauliane (22 M€), AMU est en consultation de maîtrise d'œuvre pour la Maison de l'économie et de la gestion (8,6 M€). La reconstruction de l'école universitaire de management IAE (au nord d'Aix) et celle de l'hôtel particulier Maynier d'Opède (centre-ville) sont en cours d'étude.

À Marseille, la seconde opération campus concerne trois bâtiments d'enseignement, de recherche et d'administration (70 M€) sur le site de Luminy, dont le dernier sera livré en 2020. Le groupement Lucie (Bouygues Sud Est, mandataire) réalise leur réhabilitation dans le cadre d'un PPP. Hors PPP, mais toujours à Luminy, la construction du gymnase du Technoform doit commencer début 2018 (conception : agence M+N Architectures) pour une ouverture au printemps 2019. Avec les fonds du CPER cette fois-ci, AMU va restructurer les bâtiments d'accueil du pôle de



La bibliothèque du site aixois des Fenouillères accueille les étudiants depuis la rentrée.

neurosciences de La Timone (41,5 M€) et du projet Arts, à Saint-Charles (6,7 M€). Le regroupement de l'école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) Marseille, la réhabilitation des espaces d'enseignement et la reconstruction des espaces de recherche sont en phase de consultation sur le site de Saint-Jérôme.

Transfert de patrimoine. AMU travaille en outre à la dévolution de son patrimoine jusque-là détenu par l'État. « Il y a vingt ans, la gestion du patrimoine n'existait pas à l'université, rappelle Hervé Jsar, vice-président d'AMU chargé du patrimoine. L'État s'occupait de l'entretien et de la gestion. » Une mission devenue stratégique avec la fusion des trois universités d'Aix-Marseille en 2012. « La dévolution va nous permettre de mettre en place une vraie politique patrimoniale dont l'objectif est d'accompagner l'évolution de l'université », poursuit-il. Entamé il y a un an, le processus implique un état des lieux complet du patrimoine, une stabilisation juridique des titres de propriété, une évaluation de la valeur des biens puis la production d'actes juridiques notariés. Il devrait être finalisé début 2018. ● Caroline Garcia